



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MARNE

Direction départementale des Territoires  
Service Environnement Eau  
Préservation des Ressources  
Cellule Procédures Environnementales

**Arrêté préfectoral de mise en demeure  
société SPARFLEX  
sur la commune de DIZY**

-----  
**le préfet  
de la région Champagne Ardenne  
préfet du département de la Marne  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

LF

**Installations classées**

**N° 2012-MD-36-IC**

**VU :**

- Le code de l'environnement, Livre V- titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées et en particulier ses articles L.514-1 et L.514-2
- l'arrêté préfectoral 2005-A-154-IC du 10 novembre 2005 autorisant la société SPARFLEX à exploiter ses installations,
- les constats effectués lors de la visite des installations du 9 décembre 2011 par l'inspection des installations classées, remis le jour même à la société SPARFLEX,
- les réponses apportées par l'exploitant de la société SPARFLEX dans son courrier en date du 6 janvier 2012,
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 février 2012,

**CONSIDÉRANT :**

- que la société SPARFLEX ne respecte pas la consommation totale de solvants, fixée à 150 tonnes de solvants ;
- que l'échéancier proposé par l'exploitant au point 6 de son courrier du 14 avril 2009 n'a pas été respecté ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :**

La société SPARFLEX, zone artisanale de Dizy BP 300 – 51209 Epemay Cedex, est mise en demeure de respecter, la disposition suivante de l'article 3.7, de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter 2005-A-154-IC du 8 novembre 2005, rappelés ci-dessous :

« 3.7 - Prévention des émissions diffuses de composés organiques volatils (COV) [...] consommation annuelle de solvants : de l'ordre de 150 tonnes ».

**ARTICLE 2 : Délais**

Les dispositions visées à l'article 1, sont à respecter sous un délai de 3 mois.  
Les délais s'entendent à compter de la notification du présent acte.

### **ARTICLE 3 : Sanctions**

A défaut d'exécution, dans les délais impartis, il pourra être fait application des mesures prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 4: Recours**

En vertu de l'article L 514-3-1 du code de l'Environnement, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 – Châlons-en-Champagne Cedex :

par l'exploitant dans les deux mois qui suivent sa notification.

par les tiers, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage

### **ARTICLE 5: Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **ARTICLE 6: Exécution et diffusion**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Mame, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne ainsi que M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à Monsieur le sous-préfet d'Epemay, au directeur de l'Agence Régionale de Santé de Champagne Ardenne, délégation territoriale de la mame, le service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, le service départemental d'incendie et de secours, la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, ainsi qu'à Madame le maire de Dizy qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le directeur de la société SPARFLEX dont le siège social est situé zone artisanale de Dizy BP 300 – 51209 Epemay cedex .

Madame le maire de Dizy procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Châlons-en-Champagne, le 20 mars 2012

Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général de la préfecture

signé Francis SOUTRIC